

# FORMULE 1

## DEMANDE D'ORDRE DE COMPARUTION

(Loi sur l'exécution forcée des jugements pécuniaires, L.N.-B. 2013, ch. 23, par. 33(1))

COUR DU BANC DE LA REINE DU NOUVEAU-BRUNSWICK  
DIVISION DE PREMIÈRE INSTANCE  
CIRCONSCRIPTION JUDICIAIRE DE \_\_\_\_\_

Dans l'affaire d'un interrogatoire en vertu de la partie 5 de la  
*Loi sur l'exécution forcée des jugements pécuniaires*, L.N.-B. 2013, ch. 23

Entre : \_\_\_\_\_, créancier enregistré  
et  
\_\_\_\_\_, débiteur judiciaire

## DEMANDE D'ORDRE DE COMPARUTION

Destinataire : Le greffier de la Cour du Banc de la Reine du Nouveau-Brunswick pour la circonscription  
judiciaire de \_\_\_\_\_

1. Je demande la prise d'un ordre enjoignant à \_\_\_\_\_ de comparaître à un interrogatoire en vertu de la partie 5 de la *Loi sur l'exécution forcée des jugements pécuniaires*.
2. Je suis le créancier enregistré.
3. Le jugement n'a pas été satisfait dans son intégralité.
4. (Cocher toutes les cases appropriées)
  - Le débiteur judiciaire réside dans la présente circonscription judiciaire.
  - Le débiteur judiciaire a un établissement dans la présente circonscription judiciaire.
  - Le débiteur judiciaire a accepté que l'interrogatoire se tienne dans la présente circonscription judiciaire.
5. J'utiliserai \_\_\_\_\_ pendant l'interrogatoire.  
(le français *ou* l'anglais)

6. Les pièces suivantes sont ci-jointes :

- une copie certifiée conforme du jugement;
- un état de vérification délivré en vertu de la *Loi sur les sûretés relatives aux biens personnels* indiquant l'enregistrement du jugement au Réseau d'enregistrement des biens personnels;
- l'affidavit exigé au paragraphe 6(1) du *Règlement général – Loi sur l'exécution forcée des jugements pécuniaires* et copies des documents qui y sont listés;
- le droit de 50 \$ à verser.

\_\_\_\_\_  
(signature du créancier enregistré)

\_\_\_\_\_  
(nom du créancier enregistré)

\_\_\_\_\_  
(date)

\_\_\_\_\_  
(adresse, numéro de téléphone et adresse  
électronique du créancier enregistré)

\_\_\_\_\_  
(nom, adresse, numéro de téléphone et adresse  
électronique de l'avocat du créancier enregistré,  
le cas échéant)